

Droit, économie, gestion, mention Droit et administration publique spécialité Droit et management public local

RNCP19737 · RNCP · Publiée

L'essentiel

Niveau de qualification	Niveau 7
Sigle	MASTER — Master
Code(s) NSF	128
Code(s) ROME	K1404, K1802, K1902, K1401, K1903
Type d'enregistrement	Enregistrement de droit
Date d'échéance	31/10/2019

Certificateur(s)

Ministère chargé de l'enseignement supérieur

Université d'Orléans
<http://www.univ-orleans.fr>

Résumé de la certification

OBJECTIFS ET CONTEXTE

A compléter (Reprise)

ACTIVITÉS VISÉES

- Les collectivités territoriales et leurs groupements recherchent des attachés territoriaux (DGS, DGA, Contrôleur de gestion, Responsable des ressources humaines, des finances ou des marchés publics, Responsable service juridique, etc.) possédant notamment des compétences juridiques et managériales.
- Les entreprises privées proches du secteur public sont à la recherche de personnes possédant une bonne connaissance des cadres d'intervention du management et du droit public, plus particulièrement dans la contractualisation des partenariats privés, publics et la passation de marchés publics (Cadre financier dans les organismes bancaires qui réalisent des opérations avec les collectivités, juristes dans des sociétés d'économie mixte, collaborateur de cabinet d'audit et de conseil auprès des collectivités locales, etc.).
- Les administrations centrales et déconcentrées de l'Etat ont des besoins bien spécifiques catalysés par les réformes de l'Etat. Elles sont à la recherche de profils pluridisciplinaires ayant des compétences dans les domaines du droit des marchés publics, du management de projet et du marketing, etc.).

COMPÉTENCES ATTESTÉES

Quelque soit son parcours de :

- Mettre en place une comptabilité de gestion et des tableaux de bord
- Etablir une note de synthèse, une analyse juridique, un bilan d'activité
- Animer une réunion
- Exposer en public de façon synthétique des dossiers complexes
- Construire et analyser les budgets
- Conduire un audit opérationnel d'organisation ou de performance
- Mettre en place un manuel de procédures et optimiser celles-ci

- Conduire une évaluation de politique publique
- Contrôler les satellites et les DSP
- Optimiser la commande publique
- Etablir une note de synthèse, une analyse juridique, un bilan d'activité
- Prévoir, gérer et analyser l'évolution des charges de personnel
- Mener un recrutement
- Optimiser les procédures RH dans le respect du cadre légal
- De savoir monter et mettre en œuvre un projet ;

Pour le parcours Direction générale et financière

- Gérer projets et programmes
- Conduire un audit comptable
- Mener un diagnostic financier
- Construire un plan de financement
- Mettre en place un plan de communication
- Définir une politique tarifaire adaptée
- Maîtriser parfaitement les techniques de communication et de marketing dans la sphère non marchande

Pour le parcours Juriste territorial

- Traiter un dossier juridique complexe
- Apporter une assistance juridique dans la gestion des dossiers au contentieux
- Veiller à la prise en compte du cadre légal dans la décision opérationnelle
- Renseigner les élus et les cadres territoriaux sur les risques juridiques potentiels
- Maîtriser les règles fondamentales du droit des collectivités territoriales et du droit de la commande publique

Par ailleurs, il est nécessaire :

- D'avoir un bon niveau en anglais dans le cadre de l'Union Européenne ;
- De savoir appliquer et utiliser les TIC dans le cadre de la sphère publique.

Secteur d'activité et type d'emploi

SECTEURS D'ACTIVITÉS

Administration publique nationale ou européenne

TYPE D'EMPLOIS ACCESSIBLES

Attaché d'administration centrale, Cadre d'administration centrale, Directeur/Directrice des services extérieurs de l'Administration, Directeur/Directrice des services centraux de l'Administration, Directeur/Directrice départemental fonction publique et assimilé...

RÉGLEMENTATIONS D'ACTIVITÉ

A compléter (Reprise)

Marché du travail

Indicateurs au niveau des familles professionnelles (FAP) des métiers visés, agrégés au niveau national — France Travail / DARES (open data).

Tension de recrutement (DARES 2024)	Modérée (3/5) Moyenne pondérée par l'emploi ; les familles ci-dessous s'échelonnent de 3 à 4 sur 5.
Facteurs principaux	Lien formation-emploi, Manque de main-d'œuvre disponible
Salaire médian (mensuel)	2 462 €

Diplôme le plus fréquent	Diplôme de niveau bac+5 ou plus (doctorat, master ou équivalent) en sciences humaines et droit (58 % des actifs en emploi)
Familles professionnelles (FAP)	L5X91 — Juristes et avocats · tension 3/5 (Modérée) P3X90 — Professionnels du droit · tension 4/5 (Élevée)
Projets de recrutement (BMO 2026)	4 050
Jugés difficiles à recruter	41 %
Emplois saisonniers	5 %
Familles professionnelles (FAP)	L5X91 — Juristes et avocats P3X90 — Professionnels du droit

Voies d'accès

MODALITÉS D'ACCÈS

Formation initiale, Formation continue, Apprentissage, Contrat de professionnalisation, Candidature individuelle, VAE

PRÉREQUIS À L'ENTRÉE EN FORMATION

A compléter (Reprise)

COMPOSITION DU JURY — FORMATION INITIALE

Jury désigné par le Président de l'université d'Orléans, présidé par un enseignant chercheur nommé et constitué de personnes ayant contribué aux enseignements en application de l'article

L 613-1 du code de l'éducation

COMPOSITION DU JURY — FORMATION CONTINUE, APPRENTISSAGE, CONTRAT DE PROFESSIONNALISATION

oui

COMPOSITION DU JURY — CANDIDATURE INDIVIDUELLE

non

COMPOSITION DU JURY — VAE

Enseignants-chercheurs et professionnels

Base légale

Date d'échéance de l'enregistrement	31/10/2019
-------------------------------------	------------

Pour plus d'informations

LIEN VERS LE DESCRIPTIF

<http://formations.univ-orleans.fr/>

<http://www.univ-orleans.fr/>

Fiche officielle (France Compétences)

<https://www.francecompetences.fr/recherche/rncp/19737/>